

Le Front Populaire en Roumanie

Après la 5ème période de la politique aventuriste - dont le point culminant réside dans les événements sanglants de Grivitzza (I) - la résolution prise en février 1935 par le C.C. du parti communiste roumain marque un nouveau tournant, cette-fois-ci dans un sens complètement opposé: le parti sombre dans la boue opportuniste. Il est dit dans cette résolution que le parti doit lutter pour la création "d'un front unique et d'un large front populaire, contre l'attaque patronale, la guerre et le fascisme". Laissons pour le moment de côté le "front unique". Cette tactique révolutionnaire, clairement définie par le 3ème et le 4ème congrès de l'I.C. et que les staliniens d'ailleurs ont privé de tout contenu de combat, ne leur sert que pour mieux brouiller les cartes, pour mieux masquer le tournant pourri: l'abandon complet de la lutte de classe remplacée dorénavant par le nouveau critère: le statu quo sur tous les terrains. La lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie cède la place à une alliance de sommets avec les démocraties les plus pourries pour la défense du régime actuel (dictature militaire) contre le fascisme, les actions révolutionnaires sont remplacés par des actions légales sous prétexte qu'il faut "utiliser" la "légalité"; et pour ne pas effrayer les alliés "démocrates" aussi bien dans la presse légale qu'il est légal le terme marxiste "prolétariat" est remplacé par le terme vague (si cher aux fascistes!) de "peuple laborieux"! Par son contenu, la presse illégale ne se distingue en rien de la presse légale, sinon par un langage plus impudent encore.

Pour obtenir l'alliance des politiciens bourgeois "démocrates" dans la "lutte" contre le fascisme, le Front Populaire devient le défenseur du régime existant en Roumanie, c'est à dire de la dictature militaire qui y sevit, qui y condamne les ouvriers à la terreur et à la misère complète. Pour cela ils y ont découvert... des traces de démocratie!! (2) Hier ces messieurs hurlaient qu'en Roumanie il y a un régime fasciste, aujourd'hui, sur ordre de Moscou et, microscope à la main, ils découvrent des "traces" de démocratie, pour justifier leur bloc infecté avec des personnages odieux, tel M. Dobresco, ancien maire de Bucarest, ou M. Petre Pandrea, l'exemple vivant du "caméléon" politique (3).

Pratiquement, le Front populaire n'a été réalisé que partiellement. Les "unitaires" l'ont repoussé, en lui opposant la "front unique prolétarien" (4). D'accord sur le fond du problème avec les communistes (collaboration avec les partis bourgeois), mais ne voulant à aucun prix une action commune avec eux (malgré les efforts de ces derniers qui ont fait toutes les concessions pour obtenir leur adhésion), les social-démocrates ont repoussé le Front Populaire en lui opposant le "Front démocratique" (c'est à dire l'action commune des partis "démocratiques" sans les communistes). Le Front populaire en Roumanie, c'est l'alliance du Parti communiste avec quelques éléments du parti national-paysan (on cherche à y entraîner les dirigeants tel Mihalache etc., mais jusqu'à présent ils ont refusé) les "Junianistes", parti de George Brătianu, et divers personnalités démocratiques.

Voyons maintenant le front populaire à l'oeuvre. Une première action a été menée pour obtenir l'amnistie des emprisonnés politiques. Au lieu de déclencher une agitation intense dans le prolétariat en faveur des emprisonnés, ce qui aurait eu pour résultat l'action directe du prolétariat, on a substitué à cette lutte révolutionnaire l'action légale. Des personnalités tel Mme Ella Negruzi "première femme avocate" (comme se plaît à le rappeler récemment la Correspondance Balkanique) soutenue "par toutes les forces démocratiques du pays", ont commencé une campagne en mendiant au roi Carol, pour la journée du 8 juin (5) l'amnistie des emprisonnés politiques. Ainsi, même si l'amnistie avait été accordée, aux yeux des masses cela aurait apparu comme une générosité de la part du roi, et aurait contribué à relever son prestige. Bien entendu, aucune amnistie n'a été accordée.

Une deuxième action de Front populaire, d'une importance beaucoup plus grande, c'est la manifestation du parti national-paysan, qui devait avoir lieu à la veille de la rentrée parlementaire. Pour renverser le gouvernement Tataresco, les satrapes nationaux-paysans (6) ont annoncé une